
[Ça bouge en Grèce -1](#)

Le 02-12-2020

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Les Grecs en lutte : grève et manifestation

Par le Parti de la démondialisation

Le 1er décembre 2020

Le 26 novembre 2020, les Grecs étaient en grève dans plusieurs secteurs clés. En grève contre l'offensive du gouvernement complice des grandes entreprises, qui ne soumet aux parlementaires que des projets de loi servant les intérêts du patronat comme, par exemple, la journée de travail de 10 heures pour un salaire mensuel de 200 euros... . Nous ne pouvons plus ignorer que la Grèce est un laboratoire antisocial ultralibéral : l'UE et le gouvernement grec y testent les pires mesures, en évaluent résultats et réactions du peuple. Si ça passe, c'est ensuite appliqué dans d'autres pays de l'Union européenne... Solidaires avec le peuple grec, nous savons que leurs luttes sont aussi les nôtres.

Des dizaines de fédérations, de centrales syndicales et de syndicats dans tout le pays ont appelé à la grève le 26 novembre. Parmi eux, les fédérations des médecins hospitaliers, des constructeurs, des travailleurs de l'industrie pharmaceutique, des centres de travail d'Athènes, du Pirée, de Patras et de dizaines d'autres villes. Les syndicats du transport maritime ont décidé d'organiser une grève nationale de 24 heures ainsi que les transports urbains d'Athènes. Tous sont en lutte contre l'offensive féroce du gouvernement et des grandes d'entreprises. Les citoyens qui se sont mobilisés dans toute la Grèce lors de la commémoration du soulèvement de l'Ecole Polytechnique du 17 novembre ont transgressé les interdictions du gouvernement.

En effet, au lieu de prendre des mesures visant à protéger la vie et la santé de la population, le gouvernement grec, Nouvelle démocratie (ND), soumet aux députés des projets de loi dictés par la Fédération hellénique des entreprises comme par exemple :

- journée de travail de 10 heures pour un salaire de 200 euros
- travail non garanti et non rémunéré, à la convenance des entreprises
- suppression du repos du dimanche
- transfert de la sécurité sociale aux groupes privés
- ventes aux enchères des biens publics...

Dans un contexte de crise sanitaire, ces mesures visent à renforcer les grands groupes capitalistes et resteront en vigueur après la fin de la pandémie. Pour les faire perdurer sans heurts et tenter d'éteindre toute contestation populaire, le gouvernement ND prépare un nouveau projet de loi visant à abolir complètement les droits et libertés syndicales.

Pour l'Union européenne (UE), la Grèce continue d'être un laboratoire. Ce qui s'applique en Grèce est appelé à s'imposer dans tous les pays membres.

La réponse du peuple grec à son gouvernement inféodé à Bruxelles et au patronat vigoureuse et victorieuse prend doublement de l'importance. Car l'intimidation et la peur doivent changer de camp. La lutte, sous toutes ses formes, doit se généraliser sur tous les lieux de travail et dans la rue.

Les citoyens grecs exigent :

- la réquisition immédiate des urgences, des unités de soins intensifs, de tous les lits, des centres d'analyse et des laboratoires des hôpitaux privés ainsi que de leurs médecins. La réouverture des hôpitaux fermés ces dernières années ;
- le renforcement immédiat du personnel de santé par un recrutement massif de médecins dans toutes les spécialités, et d'infirmiers. La titularisation de l'ensemble du personnel contractuel et auxiliaire du secteur de la santé ;

-
- le recrutement de personnel dans les transports publics et l'augmentation des fréquences de trajets ;
 - le versement d'une allocation "exceptionnelle" pour tous les chômeurs, sans conditions ;
 - la gratuité de l'électricité, des communications, de l'eau et du gaz, pendant la durée des mesures sanitaires de confinement. L'arrêt des coupures de ces services pour les ménages des catégories populaires ;
 - la suspension des remboursements de crédit aux banques ;
 - la suspension des ventes aux enchères ;
 - L'annulation des dettes des ménages les plus pauvres.

Soutenons-les ! Leur victoire sera aussi la nôtre !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire